

L'ÉCO

de la semaine

02 au 08 Mars 2024

SOMMAIRE

CREM : Le capital humain en maître mot.....	2
Énergies renouvelables : Une réforme annoncée par la Banque mondiale	2
Agriculture, biodiversité et énergie : Appel à propositions de projets de recherche	3
Prévention : La navigation maritime et fluviale à mettre à flot	3
MEH – Tozzi Green: 13 000 jeunes arbres plantés à Farahantsana	3
Entrepreneuriat : Une boulangère malgache brille aux États-Unis	4
Développement du capital humain : Grande campagne de sensibilisation des jeunes	4
MEDD – AFD : Conférence sur la biodiversité.....	5
Douane : Engagements sociaux et environnementaux à Ihazolava	5
Atsimo Andrefana: Vers la promotion de l’artisanat	6
COMESA : Madagascar accueille la foire des femmes entrepreneures	6
Marché de PPN : Sensibilisation des opérateurs pour stabiliser les prix	6
13e Conférence ministérielle de l’OMC: Des décisions prises.....	7
Air France : Augmentation de la fréquence de vols entre Tanà et Paris Charles de Gaulle	8
Instat : le taux de chômage national s’élève à 6,6%	8
One District One Factory : La formation en entrepreneuriat lancé.....	8
Connectivité : Blueline lance la nouvelle gamme Airfiber.....	9
Marché international :Les cours du baril de pétrole jouent au yo-yo	9
Banque mondiale : Relever le défi de l’égalité de genre pour stimuler la croissance.....	9
Coopération Madagascar-France: 240 millions d’euros de l’AFD sur quatre ans.....	10
Prix Pierre Castel: un tremplin vers la réussite des entrepreneurs.....	10
Secteur extractif : Les réformes donnent de bons résultats.....	11
Foire des femmes entrepreneures : Une opportunité pour les investisseurs	11
Maladies parasitaires : Plus de 100 bovins tués chaque année à Ihorombe	12
Consommation: le prix du sucre devient salé	12
Madagascar-Belgique: promouvoir une industrialisation durable.....	13
Foire du tourisme : Les promoteurs s’activent pour la relance	13
Financement : Premiers green bonds à Madagascar lancés par Apis solutions.....	14
Bôndy : Démarche d’inclusion des femmes à travers le programme champs-écoles	14
Entrepreneuriat: L’EJE se présente sous un autre format.....	15
Exportation de l’or: rapatriement des recettes dans un délai de deux mois.....	15
Réouverture de Base Toliara : les négociations sont en bonne voie.....	15

CREM : Le capital humain en maître mot

MAMINIRAINY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 02 MARS 2024

Le Cercle de réflexion des économistes de Madagascar (CREM) a livré hier ses analyses pointues sur la conjoncture et la structure économique du pays. Au cœur de ses recommandations se trouve l'investissement dans le capital humain comme clé du développement. « L'éducation, la formation et la valorisation des acquis sont non seulement des impératifs mais également des catalyseurs indispensables à une meilleure productivité, garante d'une croissance économique soutenue. Nos jeunes, avec leur potentiel immense, sont les artisans de ce développement en devenir. Ils représentent un vivier d'idées, de compétences et d'innovations qui doit être nourri et soutenu par des politiques publiques audacieuses », a souligné David Olivaniaina Rakoto, président du conseil d'administration du CREM. En outre, l'économie malgache nécessite des investissements dans le capital physique, les machines et les avancées technologiques pour stimuler la croissance. Malgré le potentiel prometteur, Madagascar est confronté à une réalité complexe, selon le CREM. « La faible production entrave la dynamique économique du pays et interrompt une trajectoire de croissance durable. De plus, les chocs externes, tels que les conflits en Ukraine et en



Israël, influent sur notre économie extravertie », a ajouté David Olivaniaina Rakoto. Les économistes soulignent également l'importance d'une bonne gouvernance comme une voie vers le développement. Pourtant, malgré ces perspectives positives, des défis persistent. « Si le taux de chômage reste relativement bas, un spectre menace le panorama économique : une inflation avoisinant les deux chiffres », interpelle le CREM.

Énergies renouvelables : Une réforme annoncée par la Banque mondiale pour stimuler les investissements

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 02 MARS 2024

Les changements incluant la création d'un guichet unique indiqués par le Groupe de la Banque mondiale seront effectifs pour ses clients à partir du 1er juillet 2024. Madagascar qui investit beaucoup dans les énergies renouvelables figure parmi les cibles de cette solution.

La Banque mondiale annonce une réforme majeure de ses garanties pour stimuler les investissements dans les énergies renouvelables. Le 28 février dernier, cette institution a communiqué que son activité de garantie offrira simplicité, accès amélioré et exécution plus rapide grâce à un nouveau marché pratique.



Ces nouvelles réformes sont essentielles pour atteindre l'objectif de tripler l'émission annuelle de garanties à 20 milliards de dollars d'ici 2030. Le Laboratoire d'investissement du secteur privé, lancé par le Groupe de la Banque mondiale en juin 2023, a été créé pour identifier les obstacles et les solutions potentielles à l'investissement dans les énergies renouvelables. L'assurance contre

les risques politiques est apparue comme un domaine d'intérêt clé au sein du groupe, qui a également soulevé des problèmes d'accessibilité. Le récent rapport du Groupe d'experts indépendants du G20 sur le renforcement des banques multilatérales de développement a également appelé à une utilisation élargie des garanties pour atténuer les risques et catalyser les financements privés.

Changements

Actuellement, le Groupe de la Banque mondiale propose 20 solutions de garantie réparties dans l'ensemble de l'institution. Chacune présente des processus, des règles et des normes différentes. En fin de compte, cela entrave leur potentiel et limite l'accès des clients. La nouvelle approche, le premier changement significatif en 15 ans, comportera 6 mises à jour concrètes. D'abord, une structure condensée pour regrouper tous les experts en garantie du Groupe sous un même toit, offrant une expérience transparente pour les clients et un accès plus facile à l'ensemble des garanties. Ensuite, un menu de produits simplifié et complet, compilant toutes les garanties du Groupe dans un seul menu, permettant aux clients d'identifier et de sélectionner facilement l'instrument de garantie qui répond le mieux à leurs besoins individuels. Puis un processus simplifié avec le lancement d'une approche commune pour toutes les revues de garantie et suppression des processus redondants, offrant transparence et certitude à nos clients tout au long de notre processus de garantie, et offrant une expérience client améliorée. Après, une accessibilité accrue permettant d'investir dans une expérience client plus accessible en développant nos équipes de garantie et en formant le personnel dans le monde entier, offrant aux clients du secteur privé et aux pays un accès facile aux garanties de n'importe où dans le monde. Parmi ces mises à jour figure également

l'application d'une approche pondérée par le risque qui concentre les ressources sur des projets à fort impact et des portefeuilles de projets, réduisant l'analyse des risques redondante et libérant des capacités pour aborder des défis plus complexes. Et enfin, le lancement de nouveaux outils innovants pour offrir de nouveaux produits de garantie

innovants qui permettront au secteur privé de s'impliquer davantage dans la résolution des défis de développement d'aujourd'hui. Bref, pour la Banque mondiale, ces solutions devraient favoriser considérablement les investissements dans les énergies renouvelables.

Agriculture, biodiversité et énergie : Appel à propositions de projets de recherche lancé par ARES

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 02 MARS 2024

L'Université d'Antananarivo (UA) lance un appel à propositions de mini-projets de recherche interuniversitaires pour le développement dans le cadre du Projet ARES. Cette initiative vise à renforcer la coopération entre les jeunes enseignants-chercheurs de l'UA et des cinq autres universités publiques ainsi que des centres de recherche à Madagascar. Selon ses promoteurs, l'objectif principal de cet appel est de financer des mini-projets de recherche centrés sur des questions de développement, favorisant ainsi la collaboration scientifique entre les jeunes enseignants-chercheurs. Ces projets devront s'inscrire dans un contexte scientifique cohérent et contribuer à l'expansion, la diversification et la consolidation du potentiel de recherche et d'expertise des participants. Dans le cadre du programme ARES, trois thématiques principales seront explorées sur la période 2022-2027, en accord avec les priorités du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ainsi que celles de l'Université d'Antananarivo. Les thématiques concernent l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, la biodiversité (y compris son importance pour la santé humaine et l'impact du changement climatique) et les énergies renouvelables.

Dates à retenir

Pour l'appel à proposition de projet lancé hier, deux thématiques sont concernées : « Biodiversité » et « Agriculture, sécurité alimentaire et nutrition », incluant



les sciences sociales ou humaines connexes. D'après les informations, les projets sélectionnés devront pouvoir démarrer le 1er septembre 2024. Les candidatures, comprenant des notes conceptuelles et des propositions complètes, sont à soumettre à la coordination de l'ARES de l'Université d'Antananarivo, avant le 1er avril 2024. Bref, cet appel représente une opportunité pour les jeunes enseignants-chercheurs de contribuer activement au développement de Madagascar à travers la recherche scientifique. Il encourage également la collaboration et l'échange de connaissances entre les institutions universitaires et les centres de recherche du pays.

Prévention : La navigation maritime et fluviale à mettre à flot

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 02 MARS 2024

Professionnalisme. Le mot d'ordre est venu du capitaine de vaisseau Jean Edmond Randrianantenaina, directeur général de l'Agence portuaire, maritime et fluviale, APMF, à son siège à Alarobia. Il s'est adressé aux distributeurs et fournisseurs éventuels de matériels et équipements de sécurité à bord des navires de pavillon malgache, transportant des passagers ou des marchandises. Tout a été défini par la Convention internationale SOLAS de 1974,

à laquelle Madagascar est associée. Désormais, nous allons ériger une procédure d'agrément pour le commerce de ces divers ustensiles et accessoires. Rien que pour les gilets de sauvetage, des normes techniques précises sont exigées. Tout comme la radiocommunication et les feux d'artifice. Des textes réglementaires régissent ces activités commerciales. Aux concernés d'en respecter au risque d'encourir des sanctions sévères.

MEH – Tozzi Green: 13 000 jeunes arbres plantés à Farahantsana

ARH. | LES NOUVELLES | 02 MARS 2024

Le ministère de l'Énergie (MEH) et la société Tozzi Green, ont mis en terre 13.000 jeunes arbres sur une superficie d'un hectare, au sein même de la zone d'exploitation de la centrale hydroélectrique de Tozzi Green à Ambohimasina, Farahantsana Mahitsy Sous les auspices du ministre, Jean Baptiste Olivier et du PDG de Tozzi Green, Davide Giachero, cette activité de reboisement contribue à restaurer l'environnement verdoyant, mais renforce également la protection des ressources en eau indispensables

à la production d'énergie renouvelable. La centrale hydroélectrique d'Ambohimasina Farahantsana joue un rôle essentiel dans la production d'électricité pour Antananarivo. Avec une capacité de 28 MW, elle contribue de manière significative à la fourniture d'électricité du Réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA), alimentant la capitale et ses environs, ainsi que d'autres régions dans l'ouest et le sud des Hautes terres.

Entrepreneuriat : Une boulangère malgache brille aux États-Unis

MIOTISOA MARE. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 04 MARS 2024

Voahangy Rasetarinera a décroché des contrats de tartes et de gâteaux avec de grandes entreprises américaines. Récemment, Tesla, la société d'Elon Musk, lui a passé une commande de quatre mille unités.

Voahangy Rasetarinera et sa famille vivent aux États-Unis depuis 1997. Ils résident à San José, dans la Silicon Valley en Californie, où sont implantées de grandes entreprises telles que Google, Apple, LinkedIn, Facebook, Amazon et Tesla. Voahangy Rasetarinera est boulangère et a ouvert « The Giving Pies » en 2017.



Le 14 février dernier, son entreprise a décroché un contrat avec Tesla, la société du multimilliardaire américain Elon Musk, qui lui a commandé quatre mille tartes d'une valeur de 16 000 dollars, à livrer les 20 et 22 février derniers. La société n'a pas versé les avances convenues et a même annulé la commande. La propriétaire de « The Giving Pies » a exprimé sa frustration sur Instagram. « Nous avons investi 2 000 dollars pour cette importante commande, ce qui

peut sembler peu pour une grande entreprise, mais est très important pour notre petite entreprise, alors qu'ils ont annulé leur commande », confie-t-elle. « The Giving Pies » a dû acheter des ingrédients supplémentaires, augmenter le personnel et décliner d'autres commandes pour honorer sa plus grande commande, celle avec Tesla. L'incident de Voahangy Rasetarinera a été relayé par la presse locale américaine et les réseaux sociaux, et sous la pression de l'attention médiatique, Elon Musk a remboursé 2 000 dollars de dommages et intérêts pour les désagréments causés à « The Giving Pies » et a passé une nouvelle commande de trois mille tartes à livrer au début du mois de mars.

Succès

La communauté de sa ville ainsi que des soutiens venant d'autres pays ont afflué, témoignant leur sympathie envers la boulangère malgache lors de cette controverse qui a marqué sa vie entrepreneuriale. Voahangy Rasetarinera a été assistante de direction par le passé. Elle a commencé à préparer ses petites tartes dans sa cuisine et les a d'abord livrées aux étudiants de l'université de Stanford. Les petites tartes, produit phare de l'entreprise, ont gagné en popularité dans sa ville par la suite. « Il y a de la concurrence, mais chacun a sa part de marché. Le secret de mes petites tartes réside dans la variété des parfums et surtout dans leur faible teneur en sucre. Trente-cinq parfums différents pour mes tartes. Les Américains aiment les choses sucrées, mais étonnamment, ils raffolent de mes tartes peu sucrées », explique la boulangère. Une tarte est vendue à 2,90\$ plus une taxe de vente de 9,375%. La dimension caritative de son entreprise attire également les Américains, ce qui lui vaut de fréquentes apparitions sur les chaînes locales et accroît sa notoriété. Ce sont les clients et les entreprises qui viennent à elle, car Voahangy Rasetarinera n'a pas le temps de faire du démarchage commercial pour ses produits.

Développement du capital humain : Grande campagne de sensibilisation des jeunes sur les métiers du tourisme

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 04 MARS 2024

Le tourisme est un des secteurs pourvoyeurs de devises à la nation tout en générant des emplois décents.

Développer le capital humain fait partie des axes stratégiques inscrits dans le plan d'actions du ministère en charge du Tourisme et de l'Artisanat. Raison pour laquelle, ce département ministériel a lancé une grande campagne de sensibilisation des jeunes sur les métiers du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration, dans toutes les régions de l'île. « Atteindre l'objectif d'un million de touristes en 2028 nécessite une formation dès maintenant de nombreux acteurs opérant dans le secteur. Il peut s'agir des guides touristiques et des agents de voyage. L'ouverture de nouveaux établissements touristiques et de restauration permettant d'améliorer la capacité d'accueil de la destination Madagascar contribue également à la création d'emplois. D'où, l'importance de la formation des acteurs spécialisés dans les métiers de base compte tenu de la forte demande croissante de main d'œuvre dans ce domaine », a fait savoir le ministre de tutelle Joël Randriamandranto lors de sa tournée dans la région Atsimo

Andrefana la semaine dernière.

Opportunités de carrière

Ainsi, 150 élèves en terminal provenant du lycée Antaninarenina et de Houssen Memorial School à Toliara ont été sensibilisés sur les métiers du tourisme. L'objectif consiste à les informer sur les opportunités de carrière dans le secteur du Tourisme, de l'Hôtellerie et de la Restauration ainsi que les formations nécessaires à suivre pour pouvoir y accéder. Il est à noter que le ministère du Tourisme et de l'Artisanat prévoit de mener cette campagne de sensibilisation des jeunes sur les métiers du tourisme dans toutes les régions de l'île. À Antananarivo, la direction de la Professionnalisation et de la Régulation Touristique au sein de ce département ministériel a collaboré avec le Conforth (Consortium des Organismes Nationaux de Formation en Hôtellerie et Tourisme) pour sensibiliser des jeunes en classe de Terminale au sein du lycée Analamahitsy.

Autorisation d'ouverture

Toujours dans le cadre de la tournée organisée par le ministre de tutelle dans la région Atsimo Andrefana, une autre campagne de sensibilisation est menée auprès des

opérateurs touristiques locaux à s'inscrire sur la plateforme d'auto-recensement afin de se formaliser. Sur les 111 opérateurs recensés, 69 d'entre eux s'y sont maintenant inscrits. Par ailleurs, 14 autorisations d'ouverture d'établissements touristiques ont été remises par le ministre

du Tourisme et de l'Artisanat Joël Randriamandranto en mains propres aux promoteurs. Une chose dont on est sûre, cela va permettre de créer de nouveaux emplois locaux. En outre, une formation de haut niveau s'impose afin d'offrir des services de qualité aux touristes.

MEDD – AFD : Conférence sur la biodiversité

R.EDMOND.. | MIDI MADAGASCAR | 04 MARS 2024

Dans le cadre de la visite à Madagascar de Rémy Rioux, directeur général de l'Agence Française de Développement (AFD), le ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD) a organisé une conférence sur la biodiversité. Co-organisée avec l'Université d'Antananarivo, la conférence qui s'est tenue vendredi dernier a porté sur le thème « Biodiversité et développement : agenda et solutions ». La conférence a été l'occasion pour les parties prenantes de débattre de sujets d'actualité liés à la biodiversité dont notamment, les données scientifiques dressant l'état des lieux sur la biodiversité à Madagascar. Les parties prenantes ont également proposé des solutions innovantes pour la préservation de la biodiversité. Il est à noter que les priorités du gouvernement concernent la protection et la valorisation de la biodiversité à Madagascar. Sur ce point, d'ailleurs, un dialogue est engagé entre le ministre de l'Environnement et le directeur général de l'AFD pour échanger sur la situation et les actions à Madagascar, mais aussi pour élargir la réflexion aux enjeux internationaux et globaux. Une démarche capitale quand on sait que la France,



à travers l'AFD, intervient à Madagascar dans le domaine de la conservation de la biodiversité et des aires protégées depuis 2006, avec pour finalité de créer des opportunités de développement fondées sur une gestion durable des ressources naturelles. La France a été notamment l'un des premiers contributeurs de la Fondation pour les Aires Protégées et la biodiversité de Madagascar (FAPBM).

Douane : Engagements sociaux et environnementaux à Ihazolava

R.EDMOND.. | MIDI MADAGASCAR | 04 MARS 2024

Outre ses importantes missions économiques, la douane malgache n'en oublie pas moins ses rôles sociaux et environnementaux.

C'est dans cette perspective que l'administration douanière met en place des projets qui contribuent au bien-être de ses agents en service et retraités et aux enjeux du développement durable.



Activités productives

Le premier projet qui fait de la douane une administration responsable se concrétise avec l'acquisition d'une ferme de 110 ha à Ihazolava sur la RN7 pas loin de la ville d'Ambatolampy. Il s'agit d'un site destiné à des activités productives comme l'élevage de vaches laitières, de moutons, de lapins et de volaille, ainsi que la culture de riz, de maïs et de fruits et légumes. Pour une meilleure

rentabilisation du site, d'autres activités sont prévues dans un futur proche, dont des offres agrotouristiques viables et innovantes, qui permettront aux visiteurs locaux ou étrangers de découvrir les activités de la ferme aux pieds des chaînes de montagnes de l'Ankaratra. La ferme va ainsi servir à alimenter les fonds de pension de la douane. Grâce à ce projet, la douane devient aussi une administration qui développe un programme d'intégration volontaire de préoccupations sociales et environnementales.

2 500 plants

Cette année, la grande famille de la douane a justement choisi la ferme d'Ihazolava pour réaliser sa campagne de reboisement. Afin de rentabiliser le site, elle y a planté 2 500 jeunes plants d'arbres fruitiers dont 580 mandariniers, 530 papayers, 430 pommiers, 100 poiriers, 540 pêchers et 320 avocatiers. Ces jeunes plants donneront des fruits typiques de cette région d'ici deux ans. Sous la houlette du directeur général des Douanes Zafivanona Ernest Laikana, cette campagne de reboisement a été menée sous le thème « Préserver l'environnement, prospérer, léguer pour l'avenir ». En somme les 10 Ha plantés offriront des produits qui concourent au développement de ce site de production. Le reboisement a été organisé en toute convivialité avec plus d'une centaine de représentants des partenaires dont des groupements du secteur privé et du secteur public, ainsi que des représentants du ministère de l'Economie et des Finances.

Atsimo Andrefana: Vers la promotion de l'artisanat

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 04 MARS 2024

Depuis samedi, le ministère du Tourisme et de l'artisanat mène une campagne dans la région Atsimo Andrefana, en vue d'identifier les difficultés auxquelles sont confrontés les artisans locaux. Ce fut l'occasion pour le ministre de tutelle, Joël Randriamandranto, de présenter les projets de 100 jours de son département, mais aussi les stratégies d'amélioration du secteur dans la région. Parmi les objectifs du ministère, la conception d'une cartographie des matières premières et la mise en place d'une plateforme d'auto recensement permettant de fournir des données détaillées de chaque artisan. Identifier les produits les plus exportés et distribuer 1.000 cartes professionnelles aux artisans,

sont aussi au programme. Par ailleurs, afin d'appuyer les artisans dans la région Atsimo Andrefana, la mise en place d'une centrale d'achat dédiée aux matières premières, est envisagée, « dans le but de stabiliser le prix et faciliter l'accès à des matières premières de qualité » indique le ministère. En matière de débouchés, le ministère suggère de promouvoir les produits malgaches sur le marché international. Dans cette optique, les artisans malgaches ont besoin d'une formation pour renforcer leurs capacités. L'artisanat joue un rôle majeur dans l'économie malgache. En l'espace de deux ans et demi, ce secteur a généré plus de 67,5 millions d'euros dans les caisses de l'Etat.

COMESA : Madagascar accueille la foire des femmes entrepreneurs

MAMINIRAINY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 05 MARS 2024

La Grande île sera le pays hôte de la foire de la Fédération des femmes entrepreneurs du Comesa. Elle se tiendra les 14 et 15 juin.

Le pays accueillera la cinquième édition de la Comesa Federation of Women in Business (COMFWB) Trade Fair, une foire de référence panafricaine reconnue pour son rôle de catalyseur des échanges commerciaux entre les nations du Comesa. Prévue pour les 14 et 15 juin prochains, cette foire réunira des talents, des opportunités d'affaires et des savoir-faire de femmes entrepreneurs provenant de vingt-et-un pays africains, a annoncé hier le Groupement des femmes entrepreneurs de Madagascar (GFEM), l'antenne locale de la fédération. Durant ces deux jours, près de cent exposants, plus de cinq cents femmes entrepreneurs et trois mille visiteurs sont attendus. Des experts de plusieurs secteurs ainsi que des chefs d'entreprises seront présents pour créer de nouvelles synergies lors des rencontres B to B, des conférences, des tables rondes et du gala de clôture. Cet événement offrira également des opportunités d'affaires aux entreprises locales, et Madagascar devra en tirer profit. « Ce rendez-vous encore inédit à Madagascar promeut l'élan dynamique pour lequel le GFEM a œuvré depuis 2016 à travers l'organisation des forums et des salons en faveur des femmes d'affaires, afin de valoriser constamment le savoir-faire féminin et le poids économique grandissant des entreprises promues par des femmes à Madagascar et dans la région », explique Fanja Razakaboana, présidente de l'antenne locale de COMFWB.

Autonomie des femmes

Depuis sa fondation en 1993, la COMFWB soutient le rôle des femmes dans les affaires en créant un forum d'échange d'idées et de bonnes pratiques entre les femmes entrepreneurs de la région. En plaidant pour des politiques



inclusives, elle encourage également les femmes à créer des startups ou à développer des entreprises existantes. Le Trade fair est reconnu pour renforcer les opportunités et les compétences des femmes entrepreneurs pour saisir les avantages offerts par la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf), avec 1,3 milliard de personnes et un PIB combiné de 3 400 milliards de dollars. Ayant déjà eu lieu au Malawi, en Zambie, en Ouganda et en Égypte, cet événement annuel est devenu un rendez-vous incontournable pour les entrepreneurs à travers le continent africain. Dans le cadre des préparatifs de la foire économique, une table ronde des partenaires est prévue. Son objectif est d'encourager la contribution des différents acteurs du développement et des entreprises à promouvoir l'égalité des genres et à renforcer l'autonomie économique des femmes.

Marché de PPN : Sensibilisation des opérateurs pour stabiliser les prix

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 05 MARS 2024

Les prix appliqués sur le marché local doivent être raisonnables et justifiés par les coûts, selon le Ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC). Les directions régionales de ce département mènent des actions de sensibilisation à travers le pays.

Des réunions de sensibilisation sur les prix et la stabilité du marché local sont organisées dans les différentes

régions du pays. Il y a une semaine, la Direction régionale de l'Industrialisation et du Commerce Anosy a organisé une rencontre de travail rassemblant les opérateurs économiques importateurs et les commerçants grossistes. Cette rencontre visait à informer les acteurs économiques locaux sur l'évolution des prix sur le marché international et ses répercussions sur le marché local. D'après les organisateurs, l'objectif principal de cette réunion était de

sensibiliser les commerçants sur l'importance du respect des réglementations en vigueur, notamment pour prévenir les spéculations abusives, en particulier durant cette période critique de soudure. Les autorités ont souligné que les prix pratiqués pour les consommateurs doivent être raisonnables et justifiés, conformément à la législation en place.

Approvisionnement constant.

À noter qu'à Taolagnaro, l'approvisionnement en Produits de Première Nécessité (PPN) dépend largement des marchandises en provenance de Toamasina et de Toliara. Cependant, afin de stabiliser les prix du riz, un aliment de base crucial dans cette région, une collaboration avec la société d'État SPM (State Procurement of Madagascar) a été sollicitée. Cette initiative vise à assurer un approvisionnement constant et à des prix raisonnables pour répondre aux besoins locaux. L'atelier, qui a réuni une

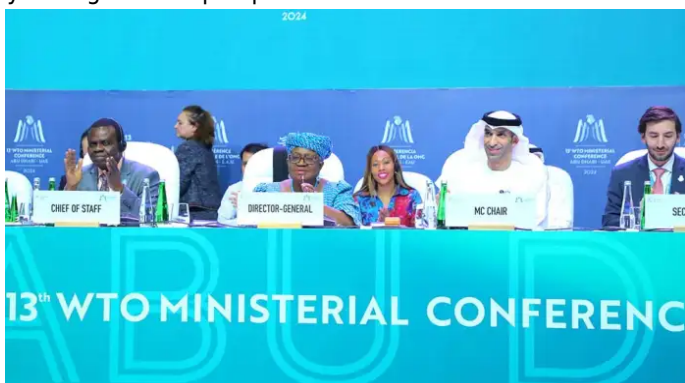
diversité d'acteurs, a affiché l'importance et la complexité de la question. Outre les opérateurs économiques et les autorités locales, la présence du président de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Taolagnaro a été remarquée, signe de l'engagement des institutions représentatives dans la recherche de solutions pour la stabilité économique locale. De plus, les représentants de l'association des consommateurs ont participé activement aux discussions, témoignant de l'importance d'une approche inclusive et participative dans la résolution des défis économiques. Bref, cette réunion à Taolagnaro a mis en lumière les efforts concertés pour assurer la stabilité des prix et la disponibilité des produits essentiels sur le marché local. Elle souligne également l'importance de la coopération entre les acteurs économiques, les autorités gouvernementales et les organisations de la société civile pour garantir une économie équilibrée et inclusive.

13e Conférence ministérielle de l'OMC: Des décisions prises en faveur des Pays les Moins Avancés

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 05 MARS 2024

Plus de 4 000 personnes ont participé activement à la 13e Conférence ministérielle de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) qui s'est tenue du 26 au 29 février 2024 au Centre National des Expositions d'Abu Dhabi, la Capitale des Émirats arabes unis.

Les délégations sont, notamment composées de ministres et de hauts fonctionnaires en charge du commerce ainsi que bien d'autres délégués représentant 164 pays membres et des pays observateurs de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce). Des représentants des organisations de la société civile, des entreprises et des médias internationaux y ont également pris part.



Deux nouveaux pays ayant adhéré à cette organisation, à savoir, les Comores et Timor-Leste, y ont également été représentés. Lors de cette 13e Conférence ministérielle de l'OMC ou CM13, la Directrice générale de cette Organisation, Ngozi Okonjo-Iweala, a souligné les progrès réalisés grâce aux contributions des membres. Ce qui a ainsi permis d'aboutir à l'adoption d'une déclaration ministérielle après d'intenses discussions entre les participants conduisant à une prolongation des négociations. En effet, la session de clôture de la CM13 a été ajournée à plusieurs reprises et n'a eu lieu que le 02 mars 2024.

Intégration des petites économies.

Cette déclaration ministérielle définit, entre autres, un programme de réforme de l'OMC ouvert sur l'avenir. Les ministres ont également pris un certain nombre de décisions qui seront en faveur des pays en développement

et des Pays les Moins Avancés (PMA) y inclus Madagascar. À titre d'illustration, ils ont renouvelé leur engagement de disposer d'un système de règlement des différends qui sera opérationnel d'une manière effective et accessible à tous à partir de cette année 2024, suite à une réforme. En outre, deux projets de décisions ministérielles ont fait l'objet d'un consensus entre les délégations des pays membres de l'OMC. L'un vise à favoriser l'intégration des petites économies dans le système commercial mondial tandis que l'autre concerne le maintien du traitement spécial et différencié pour les PMA pendant une période de trois ans après la sortie d'un pays dans cette catégorie. Il est à noter que le Système des Nations analyse le statut des Pays les Moins Avancés suivant trois critères, à savoir leur vulnérabilité, l'évolution de leur PIB (Produit Intérieur Brut) et le progrès de leur développement socio-économique. Quinze pays vont sortir de cette catégorie de PMA mais Madagascar n'a pas encore engagé ce chemin, a-t-on indiqué au niveau de la direction de la division de développement de l'OMC.

Maintenir le moratoire.

Dans la même foulée, les membres ont décidé de revoir les dispositions relatives au traitement spécial et différencié (TSD) pour les pays en développement et les pays les moins avancés en vue de les rendre plus précises, plus efficaces et plus opérationnelles. « Il s'agit d'une victoire pour le développement, qui leur permettra de respecter leurs engagements dans le cadre de l'OMC, d'exercer leurs droits et de mieux s'intégrer dans le commerce mondial », a déclaré la Directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala. Ce n'est pas tout ! Le renforcement de la capacité du système commercial multilatéral, au cœur duquel se trouve l'OMC, à répondre aux défis commerciaux actuels, a été adoptée à l'issue de cette 13e Conférence ministérielle. Parlant du commerce électronique, les membres ont convenu de maintenir le moratoire jusqu'à la 14e conférence ministérielle prévue le 31 mars 2026. Ce qui permettra de supprimer les droits de douane sur les transmissions électroniques. 260 millions de personnes. Par ailleurs, la dimension de développement, la contribution de l'autonomisation des femmes au développement économique et durable ainsi que l'importance des services

dans l'économie mondiale ont été soulevés dans cette déclaration ministérielle d'Abu Dhabi. Le rôle du commerce dans l'élargissement des opportunités pour les Micros, Petites et Moyennes Entreprises, n'est pas en reste. Parlant de l'accord sur les subventions liées à la pêche, 71 pays membres de l'OMC l'ont formellement accepté. Son entrée en vigueur suit ainsi un rythme record. « J'avais espéré que nous pourrions terminer ces négociations à Abou Dhabi, mais vous avez préparé le terrain pour qu'elles se terminent lors de la prochaine conférence ministérielle, voire plus tôt. Les moyens de subsistance de 260 millions de personnes qui dépendent directement ou indirectement de la pêche marine sont en jeu », a rappelé la Directrice générale de l'OMC. Poursuivre les négociations. Concernant l'accord sur

les subventions de l'agriculture, aucun terrain d'entente n'a été trouvé malgré des négociations intenses menées au cours de cette conférence ministérielle. En dépit de tout cela, les ministres des 166 pays membres de l'OMC sont convenus de poursuivre les négociations dans tous les domaines où la convergence était difficile à atteindre lors de la CM13. Pour sa part, le Dr Thani bin Ahmed Al Zeyoudi, ministre d'État au Commerce Extérieur des Émirats Arabes Unis, qui plus est le Président de la CM13, a remercié les membres pour leur engagement actif au cours de la conférence. « Même si tous les objectifs des délégations ne pouvaient pas être atteints, la démonstration de leur engagement renforcera le système commercial multilatéral », a-t-il conclu.

Air France : Augmentation de la fréquence de vols entre Tanà et Paris Charles de Gaulle

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 05 MARS 2024

La compagnie Air France renforce les liaisons aériennes entre Antananarivo et Paris Charles de Gaulle, pour cette saison estivale. Une augmentation de la fréquence de ses vols, est prévue à partir du mois d'avril avec un Boeing 777. « Air France proposera à ses clients de rayonner sur près de 200 destinations au départ de Paris, grâce à une flotte de plus de 240 appareils », indique la compagnie dans son communiqué. Du 8 avril au 2 juin, la compagnie

prévoit 5 vols par semaine. Cette fréquence passera à 6 vols par semaine entre les mois de juin et septembre. Puis début du mois de juillet jusqu'à la fin du mois d'août, 7 vols directs par semaine seront assurés par l'Airbus A350-900. « Les détails du programme de vols ainsi que les tarifs sont consultables sur airfrance.mg ou auprès des agences », indique la compagnie.

Instat : le taux de chômage national s'élève à 6,6%

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 05 MARS 2024

Selon les résultats d'une enquête permanente (EPM), réalisée par l'Institut national de la statistique (Instat), auprès des ménages de 2021-2022 et publiés le mois passé, le taux de chômage national à Madagascar, s'élève à 6,6%. Le taux varie d'une région à une autre. A titre d'exemple, les régions Amoron'i Mania et Atsimo Atsinanana détiennent le plus grand nombre de chômeurs, avec un taux de +15%. Les

régions Vakinankaratra, Itasy et Bongolava sont les moins affectées, enregistrant un taux allant de 0 à 3%. Pour les régions Analamanga et l'Atsinanana, le taux de chômage oscille entre 6 à 10%. Par ailleurs, d'après ce rapport de l'Instat, le secteur primaire, la branche d'activités la plus répandue à Madagascar, affiche un taux de 61%, 15% pour le secteur secondaire, et 24% pour le secteur tertiaire.

One District One Factory : La formation en entrepreneuriat lancé

MAMINIRAINY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 06 MARS 2024

Quarante agents du ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC) suivent depuis trois jours une formation intensive axée sur le système minimal de trésorerie et les stratégies de marketing. Cette session, conçue pour former des formateurs en comptabilité et en techniques de vente, est indispensable pour l'entrepreneuriat en favorisant la bonne gouvernance, le développement et la pérennisation des entreprises, ainsi que le développement industriel. Cette initiative vise à renforcer les compétences opérationnelles des agents du MIC, qui seront ensuite chargés de former et d'accompagner les bénéficiaires du projet «One District, One Factory» (ODOF), les coopératives, ainsi que les Petites et moyennes entreprises dans le cadre de l'initiative «Travail décent pour tous». L'objectif est de rendre les bénéficiaires et les coopératives du projet ODOF autonomes, en les dotant des compétences nécessaires

pour améliorer, innover et spécialiser leurs activités et projets grâce à l'encadrement de ces formateurs qualifiés. Cette formation est dispensée par le Conseil supérieur de la comptabilité, le Centre de gestion agréé et le Syndicat des industries de Madagascar, garantissant ainsi une expertise solide et diversifiée. Ayant atteint sa vitesse de croisière, le programme ODOF franchit une nouvelle étape en visant à pérenniser l'utilisation des unités industrielles établies au niveau des districts et des communes. Un appel a été lancé pour promouvoir une gestion privée de ces unités, établissant ainsi un partenariat mutuellement bénéfique avec le ministère de l'Industrialisation et du Commerce. Au-delà des soixante-quinze unités de transformation déjà opérationnelles, le programme ODOF s'apprête à déployer une centaine d'autres unités industrielles, renforçant ainsi davantage le tissu économique local.

Connectivité : Blueline lance la nouvelle gamme Airfiber

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 06 MARS 2024

Des solutions multiples. « Nous sommes fiers d'annoncer le lancement de la nouvelle gamme Airfiber, une étape majeure dans notre engagement continu envers l'innovation et la qualité de nos services internet. Initialement lancée en 2018, la gamme Airfiber s'est enrichie avec le temps, non seulement en diversifiant ses produits, mais aussi en intégrant des services qui complètent l'expérience de nos utilisateurs. Dans cette dynamique, nous comptons l'intégration de l'application IzyTV by Blueline, une solution IPTV. Désormais, les clients Airfiber auront accès à toutes les chaînes disponibles sur Blueline TV dès qu'ils sont connectés, et pourront profiter pleinement de tous leurs programmes favoris », fait savoir d'emblée Julien Lorel, directeur marketing et commercial, hier à Andranobeava au siège de Blueline. Selon ses explications, « depuis 2021, Airfiber est connectée à la fibre optique de Blueline, offrant une connexion internet encore plus rapide, plus stable et plus fiable. Nous avons repoussé les limites pour offrir une expérience plus généreuse, répondant aux besoins croissants de nos utilisateurs avec les trois offres : Airfiber FIRST, Airfiber PLUS et Airfiber ULTRA ».

Solution sur mesure

La gamme Airfiber se caractérise par le transfert de données à la vitesse de la lumière. Grâce à la technologie radio garantissant une connexion rapide, stable et fiable via une connexion sans fil. La connexion directe à la fibre optique. Connexion illimitée les soirs et les weekends: Les trois produits de la gamme Airfiber dont Airfiber FIRST, Airfiber PLUS et Airfiber ULTRA, partagent une caractéristique essentielle. Aucune consommation de données n'est déduite pendant les soirs et les weekends, offrant ainsi une



connectivité illimitée pour une expérience internet sans contrainte. Avec une installation facile et rapide permettant une mise en place en moins de 48 heures. Cette facilité d'installation s'avère pratique en cas de déménagement, assurant une continuité de la connectivité internet. « Les clients Airfiber n'auront pas à craindre d'être facturés au-delà de leur forfait convenu initialement. Nous ne les ferons pas basculer automatiquement vers un forfait supérieur en cas d'atteinte de leur limite de consommation de données (FUP). Airfiber ne se limite également pas aux particuliers : avec la branche « Blueline Business », soutient Julien Lorel. Dans la pratique, Airfiber offre également des solutions pour les entreprises. Ces offres dédiées aux clients professionnels permettent des solutions sur mesure avec une vitesse de connexion allant jusqu'à 10 GBPS, répondant ainsi aux exigences les plus élevées en matière de connectivité d'entreprise, la « 4G », le faisceau hertzien, mais aussi les solutions satellite ultra haut-débit.

Marché international : Les cours du baril de pétrole jouent au yo-yo

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 06 MARS 2024

Faut-il craindre des répercussions chez nous ? Pas dans l'immédiat selon les prévisions les plus optimistes. Vendredi, le prix du baril du Brent, brut de la mer du Nord, pour livraison en mai, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, se relevait de 1,44 % à 83,11 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, WTI, pour livraison en avril, prenait 1,47 % à 79,41 dollars, avant d'amorcer une légère décrue au début de cette semaine. Des hausses de quelques centimes d'euros ont été ressenties par les automobilistes à l'île de la

Réunion, pour l'essence et le gasoil aux stations-service. Pour le moment, les autorités malgaches n'ont pas encore décidé d'appliquer ou non le système automatique de fixation des prix du carburant à la pompe. Une des recommandations du Fonds monétaire international, dans les négociations pour débloquer une des deux dernières tranches de la Facilité élargie de crédit. La crainte d'une dérive inflationniste plane encore sur le panier des ménages. Malgré les prévisions de la Banque centrale d'une décélération en dessous des 10 % du taux d'inflation en glissement annuel.

Banque mondiale : Relever le défi de l'égalité de genre pour stimuler la croissance

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 06 MARS 2024

Un nouveau rapport du Groupe de la Banque mondiale révèle que l'écart entre les sexes sur le lieu de travail est bien plus large que prévu, soulignant ainsi un défi persistant dans la quête de parité hommes-femmes et une meilleure performance économique.

Même dans les économies les plus riches, aucune ne garantit des opportunités égales pour les femmes. Le dernier rapport intitulé « Women, Business, and the Law » offre une

image complète des obstacles auxquels les femmes sont confrontées pour intégrer la main-d'œuvre mondiale et contribuer à une prospérité accrue, tant pour elles-mêmes que pour leurs familles et leurs communautés. Il élargit le champ de son analyse en ajoutant deux indicateurs cruciaux pouvant ouvrir ou restreindre les options des femmes : la sécurité contre la violence et l'accès aux services de garde d'enfants. Lorsque ces mesures sont prises en compte, les femmes bénéficient, en moyenne, de seulement 64 % des



protections légales dont disposent les hommes, bien moins que l'estimation précédente de 77 %. L'écart entre les sexes est encore plus grand dans la pratique. Pour la première fois, le rapport évalue l'écart entre les réformes légales et les résultats réels pour les femmes dans 190 économies. L'analyse révèle un écart de mise en œuvre choquant. Bien que les lois en vigueur laissent entendre que les femmes bénéficient d'environ deux tiers des droits des hommes, les pays en moyenne n'ont mis en place que moins de 40 % des systèmes nécessaires pour une mise en œuvre complète.

Gaspillage de ressources

L'application efficace des lois sur l'égalité des chances dépend d'un cadre de soutien adéquat, comprenant des

mécanismes de contrôle solides, un système de suivi des disparités salariales liées au genre et la disponibilité de services de santé pour les femmes victimes de violence. « Il est plus urgent que jamais d'accélérer les efforts de réforme des lois et d'adopter des politiques publiques qui donnent aux femmes les moyens de travailler, de créer et de développer des entreprises », a déclaré Tea Trumbic, auteure principale du rapport. « Aujourd'hui, à peine la moitié des femmes participent à la main-d'œuvre mondiale, contre près de trois hommes sur quatre. Ce n'est pas juste, mais c'est aussi du gaspillage », a-t-elle soutenu. Malgré les progrès réalisés dans l'adoption de lois sur l'égalité des chances, le chemin à parcourir reste long, même pour les pays qui ont institué de telles lois. Les obstacles spécifiques persistent également dans d'autres domaines. Dans le domaine de l'entrepreneuriat, par exemple, seulement une économie sur cinq impose des critères sensibles au genre pour les processus de passation de marchés publics, excluant ainsi largement les femmes d'une opportunité économique de 10 000 milliards de dollars par an. L'Afrique subsaharienne présente un score régional moyen de 57,4 dans l'index juridique, soit près de 7 points de moins que la moyenne mondiale de 64,2. Aucune des 48 économies de la région n'a atteint un score de 100 dans l'index juridique, ce qui signifie qu'aucune économie n'a atteint la parité juridique entre les sexes dans les domaines mesurés.

Coopération Madagascar-France: 240 millions d'euros de l'AFD sur quatre ans

ARH. | LES NOUVELLES | 06 MARS 2024

L'Agence française de développement (AFD) s'est solidement implantée à Madagascar depuis 1952, affirmant son rôle pivot dans une multitude de projets de développement. A l'occasion de la visite officielle de Rémy Rioux, son directeur général, dans la Grande île du 29 février au 2 mars, l'AFD a passé en revue ses initiatives en cours.

«Grâce à une variété d'outils financiers et des partenariats nombreux, la France, par le biais de l'AFD, a honoré son engagement financier de 240 millions d'euros sur quatre ans (2020-2023) pour soutenir le Plan Émergence de Madagascar (PEM)», a déclaré Rémy Rioux lors d'une conférence de presse clôturant sa mission sur le sol malgache. Sur le terrain, Rémy Rioux a pu constater les impacts positifs des projets soutenus par l'AFD, notamment «Nutri'zaza», en partenariat avec le Gret, qui a célébré ses 10 ans en 2023. Il a également été impressionné par le projet «Terres en mêlées», associant sport, développement et inclusion, axé sur la réduction des violences basées sur le genre, surtout à travers le rugby. L'AFD s'investit également dans plusieurs

projets d'aménagement urbain à Madagascar (Rocade, Lalankely, PIAA, pépinières urbaines...).

Soutien continu

Dans le même élan, la conférence «Biodiversité et développement : l'agenda des solutions», organisée par l'AFD et le ministère de l'Environnement du Développement durable (MEDD), en partenariat avec l'Université d'Antananarivo, a réuni divers acteurs engagés dans la préservation de la biodiversité. En outre, par l'intermédiaire de cette agence, le gouvernement français a signé trois nouveaux accords de financement avec le gouvernement malgache, la semaine passée, pour un total de 88 millions d'euros, «Ces accords visent à répondre aux besoins essentiels du pays et de sa population», a souligné Rémy Rioux. En 2024, le groupe AFD continuera d'investir dans des domaines clés tels que l'éducation, le développement agricole, l'entrepreneuriat féminin et l'économie bleue, en veillant à maximiser les bénéfices pour le climat, l'environnement ainsi que la biodiversité de Madagascar.

Prix Pierre Castel: un tremplin vers la réussite des entrepreneurs

| LES NOUVELLES | 06 MARS 2024

Meilleure visibilité ! Star renforce son engagement en faveur des entrepreneurs malgaches et ne faiblit pas avec le programme du «Prix Pierre Castel». Quatre lauréats des éditions précédentes bénéficient d'un soutien continu pour étendre leurs marchés. Grâce à l'apport financier du Fonds Pierre Castel aux lauréats des éditions 2022 et 2023 du «Prix

Pierre Castel» à Madagascar, ces entrepreneurs se voient offrir une opportunité sans précédent, pour promouvoir leurs produits. Parmi eux, Honey of Madagascar, Tiava, Kassava et Moli Company, acteurs dynamiques dans la production et la transformation de produits locaux. Ces jeunes entreprises bénéficient d'une vitrine prestigieuse dans deux magasins

Carrefour à Antananarivo depuis décembre 2023, chez Score Digue Andohatapenaka et Carrefour Ankorondrano. Leurs produits «Vita Malagasy» seront mis en avant en tête de gondole. «Cet accompagnement vise à offrir à tous les lauréats un développement stratégique de leurs activités en les mettant en relation avec des partenaires fiables et des investisseurs potentiels», a expliqué Seheny Randriambolamanana, directeur Communication de la Star, hier au magasin Carrefour Ankorondrano. «Cet accompagnement se poursuivra également pour les futurs

lauréats du Prix Pierre Castel», a-t-elle ajouté. De son côté, Johny Dupuy, directeur de Magasin Carrefour Ankorondrano, affirme le soutien continu de l'enseigne envers les producteurs malgaches, en appuyant sur «l'importance de promouvoir l'entrepreneuriat et le savoir-faire local». Et jamais deux sans trois ! La nouvelle édition du «Prix Pierre Castel 2024» est désormais ouverte, invitant tous les entrepreneurs malgaches ouvriers agricoles, de 18 à 45 ans, à présenter leur projet.

Secteur extractif : Les réformes donnent de bons résultats

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 07 MARS 2024

Le contexte est difficile pour le secteur extractif à Madagascar et à l'international. Toutefois, les réformes entreprises dans ce domaine portent leurs fruits.

La relance du secteur minier est encore à ses premiers balbutiements. Toutefois, malgré une conjoncture économique difficile, notamment pour les grandes industries extractives du pays, certaines réformes entreprises dans ce domaine d'activité commencent à porter leurs fruits. En se référant aux chiffres fournis par le ministère des Mines, la valeur d'exportation des produits miniers déclarés a considérablement augmenté pour 2023.



Elle se chiffre à 6 033 milliards d'ariary. Le taux de rapatriement de devises a également suivi le rythme avec un total de 81,43%. Bien que ces chiffres pris à part semblent dérisoires, cela joue un rôle considérable sur l'équilibre des échanges et le marché des devises. Surtout dans le cadre d'une économie flottante où plusieurs facteurs jouent un rôle déterminant. Il faut le dire, c'est une avancée dans la bonne direction, dans un contexte où le pays mise sur l'assainissement et la mise à profit du secteur minier pour le développement du pays. Olivier Herindrainy

Rakotomalala, ministre des Mines, a souligné l'importance des réformes entreprises pour relancer le secteur minier lors de son intervention mardi à la télévision nationale. Prenant l'exemple du secteur aurifère où les exportations légales viennent de reprendre, il atteste que l'or est une ressource de valeur. «Actuellement, l'once soit 31,1 grammes d'or affiné, suivant les exigences du London Bullion Market Association, vaut 2 080 dollars, soit 66 dollars le gramme. Ce qui fait en sorte que si nous produisons une tonne d'or affiné, cela vaudrait dans les 66 millions de dollars. Si le rapatriement de devises est effectif et que si nous produisons une quantité similaire en un mois, ces devises vont venir rééquilibrer la balance commerciale du pays», évoque-t-il.

Formalisation

Justement, il ne serait pas juste question de miser sur le cheval gagnant dans la course au développement, il s'agit aussi d'assurer un avenir pour le potentiel minier du pays. Faut-il rappeler que la balance commerciale du pays, «traditionnellement déficitaire» selon certains économistes, enregistrait en 2022 un déficit de 870 millions de dollars. «Si les objectifs fixés par l'État sont atteints, en particulier celui d'exporter quinze tonnes d'or par an, l'or à lui seul pourrait rééquilibrer la balance commerciale du pays», affirme Olivier Rakotomalala. Les réformes entreprises, outre la refonte du code minier, sont nombreuses. Il s'agit entre autres de mesures d'assainissement et d'accompagnement des opérateurs miniers ainsi que de la formalisation des activités minières. La réforme de la loi sur les grands investissements miniers (LGIM) est également à prévoir cette année si l'on suit la logique et les recommandations d'institutions telles que le Fonds Monétaire International qui avait soutenu lors de la quatrième revue de la Facilité élargie de crédit (FEC) que «la loi de 2005 sur les grands investissements miniers, qui a instauré un régime spécial pour les grandes exploitations minières, devra être révisée conformément au nouveau code minier».

Foire des femmes entrepreneures : Une opportunité pour les investisseurs

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 07 MARS 2024

La foire des femmes entrepreneures prévue au mois de juin présente plusieurs opportunités. C'est une occasion à exploiter pour les investisseurs potentiels.

Une opportunité inédite se présente avec l'organisation, pour la première fois, de la foire des femmes entrepreneures du Comesa Federation of Women in Business Trade Fair à Madagascar. Prévue pour juin prochain, cette édition

d'envergure réunira plus de cinq cent femmes entrepreneures de vingt et un pays africains. Une délégation du groupement des femmes entrepreneures et du Comesa Federation for Women in Business, s'est entretenue hier avec le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, Edgard Razafindravahy pour parler de cet événement. Selon les membres du GFEM, il s'agit du plus grand rassemblement de femmes entrepreneures sur le continent africain. La responsable

rwandaise, Angeline Wibabara, souligne l'importance historique de cette foire qui se tiendra pour la première fois dans un pays francophone de la zone de l'océan Indien, offrant une plateforme d'échange d'expériences pour attirer les investisseurs et promouvoir l'entrepreneuriat féminin.

Main dans la main

Au-delà des aspects de réseautage, cet événement revêt une importance stratégique. Le ministre de l'Industrialisation souligne la nécessité d'aligner cette foire avec la politique ministérielle pour attirer les investisseurs. Dans une perspective inclusive et basée sur les compétences individuelles, l'entrepreneuriat féminin est fortement encouragé, notamment à travers des projets d'envergure comme le One District One Factory (OdoF), incitant les femmes entrepreneures à répondre aux appels à manifestation d'intérêt pour la gestion des unités industrielles du projet. Un autre point mis en avant par le ministre du Commerce est le développement et l'amélioration du climat des affaires. La foire offre l'opportunité de présenter les progrès réalisés



par l'État dans ce domaine, avec des exemples tels que la loi sur les investissements et les sociétés coopératives, témoignant de la volonté et des réalisations. Le pacte sur l'industrialisation concrétise la collaboration entre l'État et le secteur privé en tant que partenaires pour favoriser le développement industriel, loin de toute opposition.

Maladies parasitaires : Plus de 100 bovins tués chaque année à Ihorombe

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 07 MARS 2024

Le cheptel d'élevage bovin est fortement infesté par les maladies parasitaires dans la région Ihorombe surtout durant la période de pluie.

Selon les statistiques publiées par les vétérinaires, plus de 100 bovins – surtout les vaches – sont tués chaque année à cause de la prolifération de ces maladies parasitaires appelées communément « Boroka », au niveau de l'ethnie Bara. Les maladies les plus fréquentes sont notamment la dermatose et la douve du foie.



Et les conséquences économiques de ces maladies parasitaires affectant l'élevage bovin sont désastreuses. En effet, on enregistre annuellement une perte s'élevant à plus de 100 millions d'ariary si l'on suppose qu'une vache coûte aux environs d'un million d'ariary, d'après les informations fournies par la direction générale de l'Élevage. La dermatose

ou la douve du foie provoque entre autres, une dépréciation de la carcasse, une diminution de la production laitière, un avortement et une mortalité néonatale, et à la longue une mortalité des animaux infestés. La perte de poids considérable du cheptel bovin n'est pas en reste étant donné que les ruminants ont du mal à trouver du pâturage pour se nourrir en raison de la sécheresse.

10 000 vaches à traiter

Face à cet état de fait, la direction régionale du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage à Ihorombe a mis en place une stratégie à court et moyen terme pour lutter contre les maladies parasitaires dans huit districts de la région y inclus Ihosy. Des intrants pour l'élevage ont ainsi été distribués aux éleveurs concernés. Il s'agit entre autres, des antiparasitaires internes et externes à large spectre et bien d'autres médicaments vétérinaires sans oublier les doses de vitamines pour les bovidés les plus vulnérables. En outre, des campagnes de sensibilisation sont menées au niveau de tous les marchés de bovidés afin de solliciter les éleveurs à lutter contre les maladies parasitaires et à lancer les cultures fourragères et la transformation de l'alimentation animale pour une meilleure conservation. Le ministère de tutelle prévoit ainsi de traiter gratuitement 10 000 vaches dans la région Ihorombe, et ce, en partenariat avec la direction des Services Vétérinaires et avec l'appui du Fonds de l'Élevage. Le projet PLAE (Projet de Lutte Anti-Érosive), un autre projet sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, quant à lui, se charge de la mise en place d'une zone de pâturage. Ce sont des actions à réaliser en 100 jours.

Consommation: le prix du sucre devient salé

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 07 MARS 2024

Aucun produit alimentaire n'échappe à la hausse des prix dans un contexte d'inflation généralisée. En l'espace de quelques mois, le prix du sucre a augmenté de 400 ariary par kilo. Certains types de sucre roux se font même rares sur le marché de la Capitale.

Passant de 5.200 ariary à 5.600 ariary le kilo ces trois derniers mois, le prix du sucre s'envole très haut. D'après

un grossiste officiant du côté des 67ha, les mauvais états des routes nationales, entraînent des difficultés d'acheminement des marchandises qui influent sur le prix.

« On fait face à des retards de livraison de sucre à cause du mauvais état des routes, c'est pourquoi cette rupture de stock de sucre roux que l'on vendait auparavant à 260.000 ariary le sac. Et pour rassurer les clients, nous disposons d'un stock largement suffisant de sucre blanc dont le sac

s'acquiert à 278.000 ariary, soit 5.560 ariary le kilo, à peu près les mêmes prix sur marché d'Anosibe », a-t-il confié. Du côté d'Ambohimanarina, certains grossistes ne vendent plus de sucre en sac mais au kilo. « On sera bientôt en rupture de stock et on est obligé de rationner pour garder la clientèle », selon eux. Force est aussi de remarquer que les prix fixés par les commerçants varient selon les quartiers. A

Antanimena par exemple, le sucre blanc est à 5.500 ariary le kilo, contre 5.600 à 5.800 ariary pour le roux. Ailleurs, le sucre roux se vend entre 5.400 à 5.600 ariary le kilo, voire à 6.000 ariary. « Pour faire face à la concurrence, on ne peut pas se permettre de gonfler les prix au risque de perdre notre clientèle » se défend un détaillant..

Madagascar-Belgique: promouvoir une industrialisation durable

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 07 MARS 2024

L'ambassadeur de la Belgique à Madagascar, Peter Maddens, a rendu une visite de courtoisie au ministre de l'Industrialisation et du commerce (MIC), Edgard Razafindravahy, hier à Ambohidaty. L'occasion de passer en revue la coopération entre les deux pays, au cours de laquelle le ministre malgache a souligné les progrès accomplis depuis la mise en œuvre du projet d'industrialisation de Madagascar. La mise en place du projet One district, One factory (Odof) et la recherche des investisseurs potentiels sont les objectifs du ministère. « Nous invitons les investisseurs déjà installés

à Madagascar à convaincre leurs semblables à venir travailler avec nous », appelle le ministre. De source auprès de l'ambassade de Belgique, ce pays est un partenaire de longue date, en faveur de développement de Madagascar. A titre d'exemple, « une société belge de production de spiruline est installée dans le Sud de Madagascar depuis 3 ans en exploitant 50 hectares de terrain, dont 30 hectares de bassins. Des sociétés belges ont aussi participé à l'installation de 5 parcs solaires à Madagascar ».

Foire du tourisme : Les promoteurs s'activent pour la relance

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 08 MARS 2024

La septième édition de la Foire du tourisme se tiendra du 15 au 17 mars au jardin d'Antaninarenina. L'occasion de faire découvrir les circuits et produits touristiques sous un autre jour.

Du tourisme sur mesure et surtout de nouveaux produits. Ces appellations peuvent être perçues comme des termes vendeurs empreints de néologismes, et pourtant ! Ce sont des approches qui ont fait leurs preuves depuis quelque temps. L'occasion se présente à nouveau de redynamiser le tourisme intérieur et de diversifier les produits offerts à une niche très importante à l'échelle nationale. Les professionnels de l'industrie du tourisme ne vont pas rater le coche car, cette année, la Foire des bons plans du tourisme (Tsenaben'ny fizahantany) reprendra. Il s'agit du rendez-vous annuel des professionnels du tourisme qui, pour sa septième édition, se tiendra du 15 au 17 mars au jardin d'Antaninarenina. Cet événement sera l'occasion pour les onze tour-opérateurs, spécialisés dans le «Tourisme sur mesure», de faire montre de leurs nouveaux produits touristiques. D'après les explications de Tsitohaina Andriamanohera, directeur général du tourisme auprès du ministère de tutelle, «la foire du tourisme est l'occasion de faire la promotion de nouveaux circuits. Ce ne sont pas seulement les professionnels du tourisme qui feront cette publicité des sites phares, il y a aussi cet esprit de promotion des circuits touristiques régionaux. C'est la raison pour laquelle les organisations régionales du tourisme seront toutes représentées à cette édition», évoque-t-il au siège du ministère du Tourisme et de l'Artisanat à Tsimbazaza hier.

Sous un autre jour

D'après des études récentes, menées par le ministère du Tourisme, l'industrie touristique nationale bénéficie d'un potentiel dont les ressources restent encore à exploiter. Il s'agit d'une niche de deux millions de personnes. Des



visiteurs qui pourraient alimenter le réseau du tourisme national. Madagascar vise le million de visiteurs d'ici à 2028. Un objectif visé qui constitue un réel défi à la fois pour l'État et le secteur privé qui s'y donnent corps et âme. Toutefois, pour que la relance soit réellement effective, le tourisme national constitue aussi une garantie sûre. Néanmoins, il va bien falloir commencer quelque part. Pour ce faire, le ministère du Tourisme a opté pour des offres abordables par les ménages malgaches ainsi que des produits touristiques qui permettent de voir le pays sous un autre jour. «Le tourisme national, ici comme partout dans le monde, touche à toutes les catégories de personnes dans une société. Les offres se sont diversifiées pour permettre à toutes les personnes voulant se lancer dans l'aventure de découvrir Madagascar de le faire, et cela avec les moyens qu'ils ont. C'est pour cela que cette foire a été organisée pour permettre à tout le monde de découvrir ces nouveaux produits. L'objectif étant de faire de ce salon, un lieu incontournable pour tous les résidents désireux de découvrir Madagascar sous un nouvel angle pour les vacances pascales par exemple», insiste le DG du tourisme.

Financement : Premiers green bonds à Madagascar lancés par Apis solutions

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 08 MARS 2024

Une grande première à Madagascar, voire en Afrique, en matière de technique de financement de projet. Il s'agit de l'émission d'une obligation convertible verte (green bond). Titre de créance émis par une société, l'obligation convertible permet de lever les capitaux nécessaires au financement d'un projet. L'originalité n'est pas tant l'emprunt obligataire que son caractère vert, c'est-à-dire répondant aux standards ESG (environnementaux, sociaux et gouvernance) ainsi qu'à nombre d'objectifs de développement durable. Ce qui permet aux souscripteurs de bénéficier de rendement financier visible et, au surplus,

d'un retour extra-financier. Cette innovation financière est le fait d'Apis solutions, consortium partenaire de la CUA dans le projet de traitement et la valorisation des déchets de la capitale, suite à une convention signée en novembre 2022. La communauté des acteurs économiques et des investisseurs de la place d'Antananarivo a eu la primeur de ce montage financier intelligent lors d'une réunion organisée jeudi au Radisson Blu Waterfront et animée par les sociétés de conseil financier FTHM et First Engine Advisory, avec la participation des dirigeants d'Apis solutions.

Bôndy : Démarche d'inclusion des femmes à travers le programme champs-écoles

HANITRA R. | MIDI MADAGASCAR | 08 MARS 2024

Ouverture en avril et en mai 2024, de trois nouveaux champs-écoles à Mahitsy, région Analamanga, à Toamasina, dans l'Atsinanana et à Ambanja, région DIANA, un programme de formation aux techniques agricoles durables, lancé en 2020 par l'entreprise de reforestation Bôndy et dédié aux paysans de ses zones d'intervention, en adoptant une démarche d'inclusion en faveur des femmes.

Le programme champs-écoles participe à l'autonomisation des femmes à Madagascar en encourageant la participation des femmes. Les expériences antérieures à travers la promotion 2022-2023 du champ-école d'Antolojanahary, district d'Ankazobe, dans la région Analamanga, démontrent que la démarche est concluante : 80% de cette promotion étaient des femmes. Selon Layticia Rasidimanana, responsable des projets sociaux de Bôndy, le maître-mot est de faire en sorte que les femmes accèdent aux mêmes droits que les hommes à la même échelle. La démarche et les activités qui en découlent, permettent alors aux femmes d'améliorer leurs revenus.



champs-écoles, composées en moyenne d'une trentaine d'apprenants, bénéficient de modules autour de l'éducation financière et de la négociation. Le savoir acquis durant le programme, consolidé par une série d'évaluations, est ensuite diffusé par les paysans, renforçant ainsi la cohésion au sein de leur communauté », explique-t-elle.

Jeunes

Bôndy, à travers sa démarche d'inclusion, se penche également sur les plus jeunes dans le cadre d'un autre programme déployé au niveau des établissements scolaires. Des actions de sensibilisation sont menées dans les écoles des zones dans lesquelles opère l'entreprise, afin de faire connaître aux jeunes les bénéfices de l'agroforesterie ou de la restauration des mangroves. Avant d'intervenir dans une école, l'entreprise se renseigne sur le nombre de filles et de garçons dans l'établissement scolaire. Les jeunes filles doivent alors pouvoir participer à ces activités.

Adductions d'eau

Renforçant les efforts fournis pour l'émancipation des femmes à Madagascar, Bôndy travaille aujourd'hui à la concrétisation d'un projet d'adductions d'eau potable dans ses zones d'intervention. Faut-il souligner qu'à Madagascar, la corvée d'eau est en général attribuée aux femmes et aux filles. « Ce projet, en plus de fournir aux communautés une eau saine, vise à réduire le temps des trajets. Les femmes seront au cœur du projet car nous les intégrerons dans les comités de gestion des futures adductions d'eau potable », indique Layticia Rasidimanana. Fondée en 2019, l'entreprise de reforestation Bôndy a planté plus de trois millions d'arbres à Madagascar. Elle compte aujourd'hui 150 collaborateurs, 1 200 producteurs partenaires et 1 500 saisonniers.



Pratiques agricoles durables

Le programme champs-écoles, établi sur six à huit mois, accompagne les paysans des zones d'intervention de Bôndy vers l'adoption de pratiques agricoles durables. L'objectif étant d'aider les paysans à s'adapter au changement climatique, et d'améliorer leur sécurité alimentaire. La responsable des projets sociaux de Bôndy souligne que les formations dispensées par les champs-écoles ne se limitent pas au renforcement des techniques culturales, mais visent également à faciliter aux communautés locales la commercialisation de leurs produits. « Les promotions des

Entrepreneuriat: L'EJE se présente sous un autre format

| LES NOUVELLES | 08 MARS 2024

La 12ème édition de l'Espace Jeune Entrepreneur (EJE) aura lieu les 15 et 16 mars au Centell Antanimena. Organisé annuellement par le Club des Entrepreneurs du Rendez-vous des Entrepreneurs (CEERE), cet événement adoptera un format différent en 2024. Au lieu du forum et du salon habituel, il se déroulera en deux grands volets : l'EJE Lab, un programme d'accompagnement de 15 porteurs de projets lancé en janvier, et l'EJE Seminary, un séminaire visant à renforcer les compétences des participants. Pendant l'EJE Seminary, les participants auront l'occasion de participer à des ateliers interactifs et d'échanger avec des professionnels du monde de l'entrepreneuriat. De plus, les jeunes porteurs

de projets du programme EJE Lab partageront leurs expériences avec les participants. Des sessions de crash test seront également organisées pour évaluer et améliorer les idées d'affaires, ainsi que des rencontres de networking avec des entrepreneurs et des professionnels de renom. L'EJE réunit les acteurs de l'entrepreneuriat autour des activités emblématiques du club. Il sert également de plateforme de lancement pour les jeunes porteurs de projets intéressés par la culture entrepreneuriale. La plupart de ces jeunes sont soutenus par des structures telles que l'Orange Digital Center ou le Groupe Kentia Holding, qui prennent en charge leur participation à cet événement.

Exportation de l'or: rapatriement des recettes dans un délai de deux mois

ARH. | LES NOUVELLES | 08 MARS 2024

«Les exportateurs d'or agréés doivent pouvoir exporter au moins 15 % du poids total convenu dans leur accord et rapatrier les recettes correspondantes dans un délai de deux mois». Cette décision prise en Conseil des ministres, fait partie des mesures décisives pour réguler le commerce de l'or dans le pays, suivant les directives du Président de la République. Le manquement à ces dispositions mentionnées dans les cahiers des charges leur vaut «un retrait de leur agrément». En d'autres termes, cette mesure vise à renforcer les engagements pris par les exportateurs en matière d'exportation d'or et de rapatriement des devises. «Madagascar qui veut relever ses ambitions économiques, s'est fixé pour objectif d'exporter légalement 500 kg d'or dans les 100 prochains jours afin de générer des revenus

significatifs pour le pays», précise-t-on. Cependant, le secteur des exportations d'or est confronté à des défis, notamment la difficulté de collecter l'or localement en raison des prix élevés auprès des orpailleurs, dépassant même ceux du marché international. Dans le même temps, le gouvernement prévoit de renforcer la chaîne de valeur de la filière aurifère en mettant en place une raffinerie aurifère nationale. «Une étude de faisabilité devrait être finalisée dans les 100 prochains jours», indique-t-on. En supplément, les collecteurs et les orpailleurs seront intégrés dans des comptoirs d'or approuvés par le Conseil des ministres, avec la participation attendue de 2 500 orpailleurs et 60 collecteurs.

Réouverture de Base Toliara : les négociations sont en bonne voie

ARH. | LES NOUVELLES | 08 MARS 2024

Le gouvernement malgache s'est engagé à soutenir les grands projets miniers, considérés comme un des leviers de développement du pays. La réouverture de Base Toliara suspendu depuis décembre 2019, est en cours de discussion. Selon le ministre des Mines, Olivier Herindrainy Rakotomalala, il y a une avancée significative dans les négociations. Le volume d'investissement de ce grand projet minier avoisine les 700 millions de dollars.

Lors de son intervention sur la chaîne de télévision nationale, lundi, le ministre des Mines a annoncé que «des discussions intenses ont été entamées pour assurer une contribution maximale des projets miniers à l'économie nationale et au bien-être de la population». Il a confirmé que «les pourparlers entre les responsables de la compagnie minière et le gouvernement sont sur le point d'aboutir, ouvrant la voie à une réouverture imminente», tout en soulignant la visite récente des responsables de la compagnie minière dans le pays. Ce premier responsable de l'administration minière à Madagascar a affirmé que les discussions se focalisent sur divers aspects, allant de l'impact environnemental à l'apport économique en termes d'emplois, de recettes en devises et de contributions fiscales. Toutefois, les discussions ne se limitent pas aux aspects techniques. Les parties prenantes accordent une importance particulière aux retombées sociales de ce projet

sur les communautés locales. Urgence de la réouverture De son côté, la société Base Resources, maison-mère de Base Toliara, a été récemment récompensée pour ses pratiques exemplaires dans le domaine minier. Cette reconnaissance récente de la compagnie aux Responsible Resourcing Awards 2024 est perçue comme une validation de son engagement en faveur du développement durable. Base Resources s'est engagée à appliquer les mêmes normes élevées à Madagascar, conformément à son expérience réussie à Kwale. Les communautés locales, telles que la commune d'Ankilimalinike, une des communes bénéficiaires expriment un fort soutien au projet, anticipant les retombées positives sur le développement régional. Le maire, Longin Mahatoro, se félicite des promesses de développement socio-économique et des avantages financiers que la mine apportera à sa commune. Il souligne surtout «l'urgence de la réouverture de Base Toliara pour lutter contre la pauvreté persistante dans la région». Dans l'attente de la conclusion des négociations et de la relance du projet, l'optimisme règne quant aux perspectives de développement qu'elle offre à Madagascar. La reconnaissance de meilleures pratiques par Base Resources et le soutien enthousiaste des communautés locales renforcent la confiance au potentiel de Base Toliara à transformer positivement la région d'Atsimo Andrefana et l'économie nationale dans son ensemble.